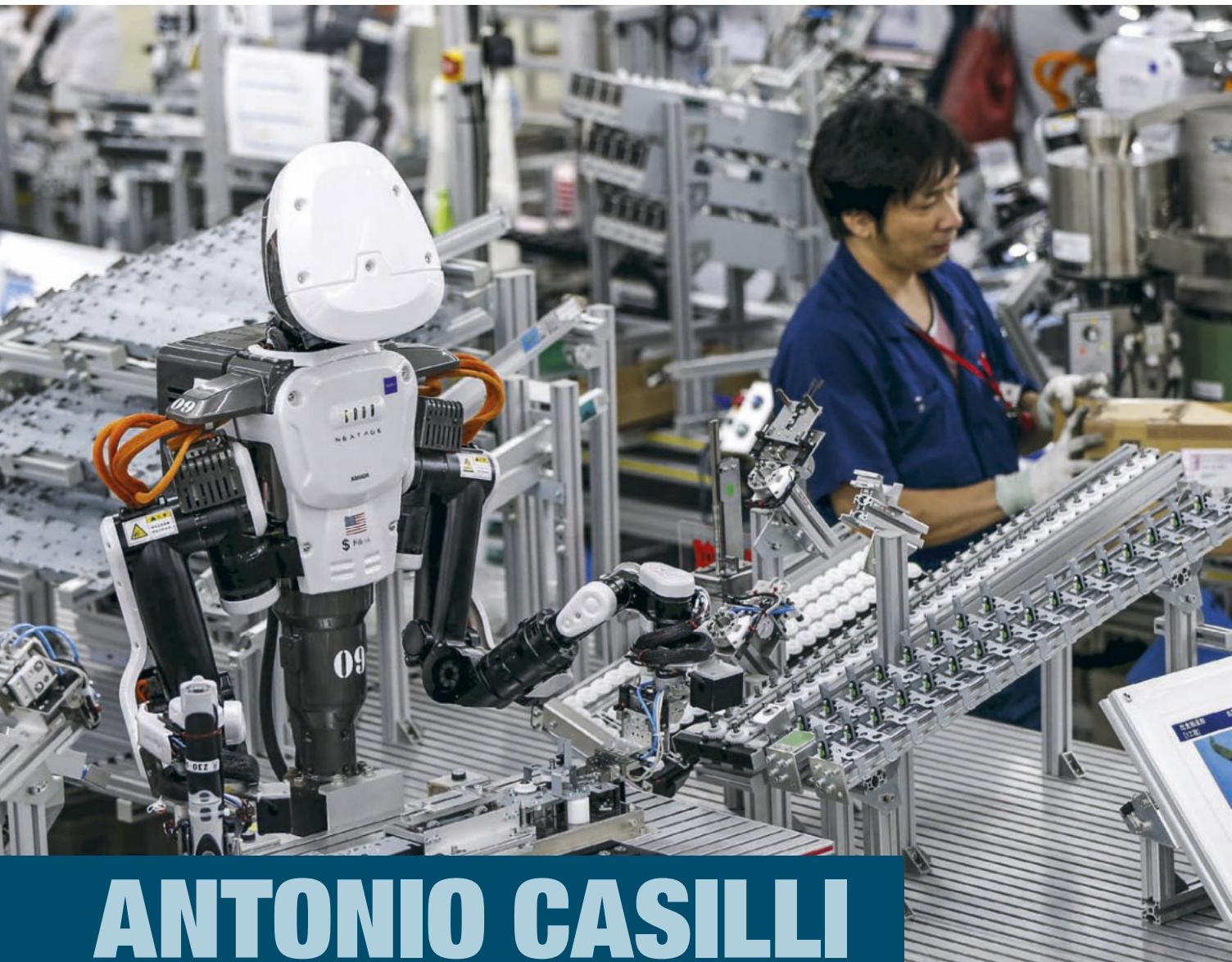


PARI "Même pour les IA qui fonctionnent, vous aurez toujours besoin d'humains. D'abord pour apprendre aux machines à fonctionner. Puis pour les contrôler."



ANTONIO CASILLI

“ON N’EST PAS EN TRAIN DE TUER LE TRAVAIL, MAIS L’EMPLOI”

Avec une rhétorique rusée et des mécanismes retors, plates-formes et autres géants du Web tirent le maximum de leurs utilisateurs. Données qui font leur fortune, microtâches réalisées sans rétribution ou tâcheronnage à la Uber... Antonio Casilli, spécialiste de l'économie numérique, a mené l'enquête sur le marché du clic.

Marianne : Votre livre commence par une anecdote : une start-up propose des services personnalisés à des utilisateurs de luxe grâce à l'intelligence artificielle. Mais en guise d'algorithme, des Malgaches dans des cybercafés collectent vos données. N'est-on pas face à un mensonge ? Une « arnaque à l'IA » ?

Antonio Casilli : Oui, c'est un mensonge. Mais ce n'est pas caché. Ces travailleurs sont « invisibilisés », pas invisibles. On les met à distance géographique, parfois on les met à distance en disant que ce n'est pas du travail, qu'ils s'amuse... Les start-upeurs mentent sur la technologie pour lever des fonds, dans l'espoir de pouvoir, plus tard, avoir les moyens de se payer un scientifique pour faire réellement de l'IA... C'est le type de pari de la plupart des start-up aujourd'hui. Il y a des exemples où c'était carrément les fondateurs eux-mêmes qui jouaient les petites mains au début... ça dure tant que vous n'avez pas 300 000 utilisateurs. Après, vous avez besoin d'une flopée de tacheurs... Cela dit, même pour les IA qui fonctionnent, vous aurez toujours besoin d'humains. D'abord pour apprendre aux machines à fonctionner. Puis pour les contrôler. Exemple : les enceintes connectées comme Amazon Echo qui sont censées écouter, retranscrire, traiter votre requête... Dans cette chaîne il y a besoin d'être humains, surtout sur la partie retranscription, car ces machines se trompent énormément.

Les machines ne vont donc pas remplacer les humains ?

C'est mon pari intellectuel de scientifique. Mais un entrepreneur peut faire le pari inverse car il y trouve un intérêt économique. En plus, les milieux industriels qui produisent ces IA sont imbibés de cette idéologie de la « tout automation ». Alan Turing disait déjà qu'il n'y avait pas de raison qu'une machine ne puisse pas faire ce que fait un homme.

Hermance Tréay / Ecl. Seuil



ÉCONOMISTE, SOCIOLOGUE, CHERCHEUR À L'EHESS ET ENSEIGNANT à Télécom ParisTech, Antonio Casilli est spécialiste de l'économie numérique. *En attendant les robots* (Seuil, 400 p., 24 €) est une enquête fouillée et une radiographie précieuse de l'état du monde à l'ère de la nouvelle économie.

Vous rappelez que l'idéologie du « tout machine » est intéressante d'un point de vue comptable, capitaliste...

En termes de coût de travail, un homme peut valoir un animal ou une machine...

Oui, il s'agit de minimiser les coûts. Il y aura toujours du travail. Ce qu'on est en train de tuer, en réalité, ce n'est pas le travail, c'est l'emploi. On risque de continuer à travailler, sans les protections de l'emploi.

Peut-on imaginer une concordance des intérêts entre les capitalistes qui veulent produire à bas coût et les hommes qui souhaitent confier à des robots des tâches qu'ils n'ont plus envie de réaliser ?

Oui. Cette externalisation des tâches a commencé par les fonctions manuelles, puis aujourd'hui ce sont des fonctions cognitives (le calendrier du smartphone ou autre). Mais le problème, c'est : qui détient ces technologies ? Ce sont des propriétés privées qui devraient être sociales. Cette émancipation par la technologie ne peut pas se réaliser dans un capitalisme de prédation...

Seriez-vous alors pour une nationalisation de Google ?

Non. Je suis pour une mise en commun de certaines données. Quand vous avez une plate-forme comme

Uber qui s'installe dans une ville, elle doit négocier son arrivée avec les corps sociaux, politiques, professionnels et les habitants. Le problème est que, souvent, c'est géré de manière prédatrice, brutale... On devrait discuter à chaque fois de qui est le véritable propriétaire des données et qui profite de la valeur générée par ces données. Ou encore, qui établit les critères qui régissent les algorithmes de ces plates-formes. Certains pays qu'on a tendance à sous-estimer sont très avancés là-dessus. L'Equateur et la Bolivie ont mis en place depuis 2012 des lois qui obligent de négocier avec les communautés locales qui respectent l'environnement, des lois sociales, une redistribution...

Les projets de nationalisation sont souvent faits pour montrer que ces services sont devenus des services publics, des infrastructures tellement présentes que la gouvernance ne peut pas être confiée exclusivement à des personnes privées...

N'êtes-vous pas d'accord avec ça ?

Pas complètement : il y a des problèmes aussi avec les gestions étatiques. La récupération et l'utilisation des données à des fins régaliennes n'est jamais loin. On le voit avec les données de traçage des utilisateurs de plates-formes sociales comme Facebook depuis la mise en place d'un règlement européen adopté il y a deux mois à la suite du scandale Cambridge Analytica : les gouvernements se pointent chez Facebook ou Google et demandent des données sur les citoyens pour opérer une surveillance des contenus au nom de la lutte contre le terrorisme, par exemple.

Ne doit-on pas préférer une surveillance par l'Etat, sur lequel les citoyens ont un minimum de contrôle, que par des entreprises privées ?

L'Etat a déjà beaucoup de contrôle. De plus, il y a déjà une convergence entre les intérêts des Etats et ceux des plates-formes. Exemple : >

➤ Toronto, qui a rendu les clefs de la ville à Google pour créer une *smart city*.

Comment éviter le cas de Toronto ?

Barcelone, d'entrée, a mis en place des commandes numériques qui permettent à l'administration communale de créer des plates-formes de circulation de documents, de mails, des capteurs... Ils ont pris les devants et négocient.

Dans le livre, vous rappelez que si je me branche sur la 4G dans le train, la SNCF peut capter mes données. Que sait-on de l'usage qui en est fait ?

Dès que vous vous connectez, vos données circulent, à commencer par l'identifiant du téléphone, qui va dire qui vous êtes, quand vous vous êtes connecté, ce que vous faites... La SNCF ou n'importe quelle boîte peut se servir de ces données pour en faire un traitement statistique.

Que dit la loi ?

Elle est moins intéressante que les conditions générales d'usage que vous signez. Depuis le RGPD, on signe un contrat avec consensus actif. Il doit être explicite.

Oui, mais on ne fait jamais vraiment attention à ça...

Classique : on « scrolle » [*fait défiler*] et on ne lit même pas. C'est sur ce biais que s'appuient tous ces contrats d'usage qui nous poussent à produire de la richesse pour ces plates-formes. C'est ce qui permet de dire que même le travail qui se présente comme un loisir produit de la valeur.

Le temps libre existe-t-il encore ?

C'est un débat depuis soixante ans... Le temps libre est-il déconnecté de la chaîne de production capitaliste ? Theodor Adorno (1903-1969) disait que le temps libre n'était que l'ombre du temps travaillé, car on reproduisait les mêmes logiques, par exemple avec la consumma-

tion, miroir de la production. Sur Internet, le temps libre est indissociable d'une certaine production de valeur économique. Les réseaux sociaux sont une illustration de la logique de « ludification » pour des activités qui servent à produire des richesses pour les plates-formes elles-mêmes. Exemple : le *10 Year Challenge* de Facebook où chacun est invité à poster deux photos à dix ans d'écart. Grâce à ça, Facebook se retrouve avec une très belle base de données et d'images qui peuvent servir à entraîner des IA de reconnaissance faciale avec les marqueurs du vieillissement.

Mark Zuckerberg, le patron de Facebook, a publié une tribune dans le Monde, pour rassurer ses utilisateurs. Il affirme qu'il ne vend pas leur données... Qu'en pensez-vous ?

Même si Facebook ne « vend » pas les données au sens classique du terme, c'est-à-dire comme les magazines vendaient les adresses de leurs abonnés pour du mailing, elle les « monétise » en les mettant à disposition, moyennant paiement, d'autres sociétés. Dans le contexte économique des plates-formes, où les marchés laissent la place aux plates-formes, les biens aux liens et les vendeurs aux « fournisseurs d'accès », une telle transaction commerciale pourrait difficilement se rapprocher davantage de la vente...

La plupart des internautes l'ignorent...

Oui, mais la prise de conscience évolue. Au début des années 2000, AOL s'est retrouvé avec des milliers de modérateurs qui ont demandé à être indemnisés et leur contrat requalifié ! Ils ont gagné. La *sharing economy*... Le terme a eu du succès il y a cinq ans, plus maintenant.



Julien Mattia / NurPhoto / AFP

On a vu des décisions de justice requalifier les contrats entre des livreurs et Take Eat Easy par exemple... C'est une bonne solution ?

Le droit a beaucoup d'outils à sa disposition. Il ne faut pas tomber dans le pessimisme total. Aux USA, les chauffeurs Uber ont adhéré à l'un des plus anciens et redoutables syndicats de transports. Il faut aussi se battre pour donner aux utilisateurs/travailleurs la possibilité de négocier les paramètres de l'algorithme comme on négocie avec un patron, puisque ces algorithmes définissent les règles de travail. Exemple : vous êtes livreur Deliveroo, on vous

“ON DIT ‘C’EST DU PARTAGE’, DONC LES UTILISATEURS PARTAGENT. IL Y A MÊME UN ORDRE IMPLICITE. C’EST LA RHÉTORIQUE DU PLAISIR. C’EST PRESQUE RELIGIEUX...”



Et c'est un langage performatif...

Oui, car on dit « c'est du partage », donc les utilisateurs partagent. Il y a même un ordre implicite. C'est un langage rusé, c'est la rhétorique du plaisir et de l'amateur généreux qui met du contenu en ligne. C'est presque religieux, avec des sentiments comme l'amour que l'on convoque parfois. Alors que, derrière, ce qui se cache, c'est une idéologie qui te dit « travaille pour très peu voire pour zéro ». Il y a une continuité entre ceux qui travaillent pour très peu pour des micro-tâches, par exemple 0,0006 dollar au Pakistan pour générer de faux like sur une page Facebook, et ceux qui sont payés zéro, c'est-à-dire les utilisateurs des plates-formes.

Il y a un éclatement total du travail...

Amazon demande à 500 000 personnes payées au lance-pierres de faire ce que feraient 20 CDI pendant dix ans... C'est du crowdworking. Dans les pays en développement, 40 % des emplois créés sont des emplois atypiques. Pire que cette atomisation : le système empêche la prise de conscience du fait d'être une classe laborieuse d'ouvriers du clic qui a besoin de défendre ses intérêts car on nous présente ce travail du clic comme étant destiné à disparaître, puisque les robots vont tout faire. Résultat, si l'horizon du conflit est que tout va s'arrêter, pas la peine de se battre... Le danger, c'est qu'en n'appelant plus le travail du travail, on fait exploser les protections.

Dans « plate-forme » n'y a-t-il pas là aussi une arnaque sémantique qui induit une horizontalité alors que ce sont des grosses boîtes comme les autres : Amazon est une plate-forme, mais son patron, Jeff Bezos, est l'homme le plus riche du monde.

Oui, en effet.

Etes-vous pour le revenu universel ?

Il faut reconnaître la juste valeur

d'un travail effectué collectivement par des milliards de personnes à travers le monde. La question est : comment le financer ? Pas avec une taxe robot. Mais avec un impôt – qu'on n'arrive pas à mettre en place en France malgré les promesses. Pas plus tard qu'il y a un mois, Bruno Le Maire a dit qu'on mettrait en place une taxe sur la quantité de valeur produite. C'était déjà dans un rapport de Bercy de 2013 qui parlait de « travail invisible » des utilisateurs.

Pourquoi cet impôt n'existe pas encore ?

Peut-être que l'effet d'annonce « rapporte » plus aux politiques que sa mise en place. Peut-être que vous n'avez pas intérêt à vous mettre Google à dos.

Cette période ressemble-t-elle aux débuts du capitalisme sauvage du XIX^e siècle ?

Par certains aspects, oui. Le marchandage ou le tâcheronnage avec le travail à la pièce. Mais, à l'époque, les ouvriers étaient assez libres. Aujourd'hui, on a le pire des deux : la précarité du travail à la pièce, avec le pire du présent : la subordination.

En nous faisant bosser pour eux, Jeff Bezos ou Mark Zuckerberg ont-ils fait crowdfunder leur fortune ?

Google, en 2008, a publié dans la revue *Science* un article sur les captcha, ces petits tests de lisibilité des chiffres destinés à prouver que vous n'êtes pas un robot. En faisant ça, vous entraînez des robots à lire. L'article disait : « *On fait du crowdwork, et on est capable de mettre au travail des foules d'utilisateurs qui seront contents parce qu'ils auront le sentiment d'être des bénévoles et de contribuer à la société* »...

Du bénévolat ?

Oui, mais c'est un problème de traduction. En anglais, ils disent « *volunteer work* ». ■

PROPOS RECUEILLIS PAR LUCAS BRETONNIER

envoi à 23 h 50 à Montreuil [à l'est de Paris] alors que vous habitez à Montrouge [au sud de Paris], vous devez savoir comment et pourquoi, et vous devez pouvoir négocier ces critères. Un algorithme, c'est comme une recette de cuisine dans laquelle vous ajoutez des ingrédients.

On a l'impression que l'Etat a toujours un train de retard...

Il y a des inerties de type institutionnel. Les Gafa sont très forts pour inhiber les tentatives d'intervention des Etats, avec du lobbying par exemple. Dernier cas, les directives européennes sur le droit d'auteur.

L'une des victoires de cette industrie et de la Silicon Valley n'est-elle pas celle du langage ?

« *Sharing economy* », « plates-formes », « bénévolat »... Les mots ont toujours été choisis pour mettre à distance le travail.

“IL FAUT SE BATTRE... Par exemple, vous êtes livreur Deliveroo, on vous envoie à 23 h 50 à l'est de Paris alors que vous habitez au sud, vous devez savoir comment et pourquoi, et vous devez pouvoir négocier ces critères.” Ici, des livreurs de l'entreprise britannique lors d'une manifestation en 2017.